



OCTOBRE 2021 POLICY BRIEF #3

PORT DE BEYROUTH : LA SURETE PORTUAIRE, ATOUT MAJEUR POUR LE LIBAN

ne des thématiques prioritaires identifiées par les experts d'Expertise France dans le cadre de leur mission d'appui à la reconstruction du Port de Beyrouth (PoB) est celle de la sûreté portuaire. En effet il apparaît essentiel de doter le PoB d'un système de sûreté portuaire répondant aux réglementations internationales dont le Liban est signataire. Une collaboration et une coordination plus étroite entre les différents intervenants doivent permettre de jeter les bases d'un dispositif de sûreté rénové et opérationnel. De plus, une formation des cadres à la sûreté portuaire permettrait, in fine, d'effectuer une analyse des risques sur le port de Beyrouth ainsi qu'une remise à niveau du plan de sûreté portuaire, « pierre angulaire » de tout le dispositif.

Mise en œuvre dans le prolongement des attaques terroristes survenues aux Etats-Unis d'Amérique le 11 septembre 2001, la sûreté portuaire vise, in fine, à dissuader, prévenir et limiter l'impact de tout acte illicite intentionnel qui pourrait être commis dans les ports ou sur les installations portuaires.

Ainsi, une première mission de diagnostic en mars 2021, menée par un expert du port du Havre, avait pour objectif de collecter toutes les données nécessaires pour établir un état des lieux en matière de sûreté portuaire sur le port de Beyrouth.

Il s'agissait de vérifier l'existence et l'application des

procédures internationales issues du code ISPS (International Ship and Port Facility Security Code).

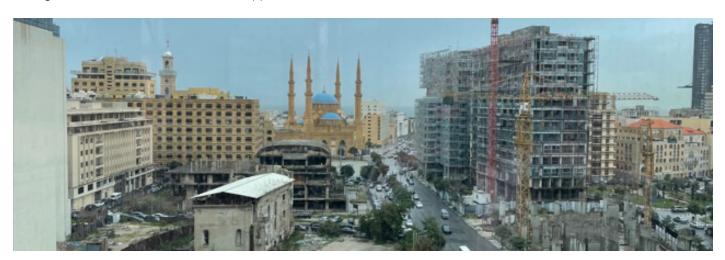
Une deuxième mission en juillet 2021 a permis de présenter aux différents acteurs rencontrés et à leur hiérarchie, les constats identifiés et de leur proposer des actions à mettre en œuvre.

Expertise France a dès lors mis en place une action de coopération technique en septembre 2021 : réalisation d'une première formation certifiante à la sûreté portuaire de 9 agents de sûreté des installations portuaires choisis parmi les agences présentes sur le port.

Enfin, en octobre 2021, une visite d'étude des grands ports maritimes de HAROPA-Port du Havre et de Marseille a eu lieu pour 4 cadres libanais nouvellement formés à la sûreté, pour échanger sur les problématiques mutuelles de sûreté.

CONTEXTE

Dans le cadre de l'aide française en réponse à l'explosion du 4 août 2020 dans le port de Beyrouth, au Liban, la France s'est très rapidement mobilisée et a réuni une équipe d'experts. Les travaux portent sur l'identification des besoins de reconstruction du port et la proposition de solutions d'amélioration de son fonctionnement : gouvernance, douanes, sûreté, digitalisation, aménagement, etc. C'est l'opérateur Expertise France qui en assure la bonne coordination.



"La sûreté portuaire doit devenir un atout majeur pour le port de Beyrouth"



Agent de sûreté, responsable de la sûreté et de sa coordination sur la place portuaire du Havre, également en charge des activités de gestion de crise et de continuité d'activités, Gildas REUL participe activement depuis mars 2021 à la mission de reconstruction du port de Beyrouth sur le volet de la sûreté portuaire. Il apporte ainsi son expertise aux cadres libanais en charge de la sécurisation globale du PoB.

La sûreté du PoB posait-elle un problème?

Le port de Beyrouth est un port très sécurisé au quotidien par les différentes agences du gouvernement libanais (Forces armées libanaises, Sûreté Générale, Douanes), opérant toutes dans leurs missions mais sans coordination réelle. Les contrôles des personnes et des marchandises passant sur le port, sont effectués plusieurs fois, sans concertation entre agents.

Les standards internationaux en matière de sûreté portuaire, tels qu'issus du Code ISPS ne sont pas appliqués. Le plan de sûreté portuaire lui-même doit être entièrement revu.

Enfin, certains matériels gagneraient à être remplacés ou rénovés, tel que le système de vidéo-protection, le logiciel de contrôle des accès, par ailleurs très performant mais vétuste aujourd'hui.

Quelle a été l'aide de la France?

L'assistance de la France dans le domaine spécifique de la sûreté portuaire doit permettre, à terme et au travers d'actions simples, d'accompagner les libanais dans la reconstruction d'une structure de sûreté de niveau international sur le PoB. Pour ce faire, après leur avoir dispensé une formation qualitative en matière de sûreté, l'objectif est de leur montrer les installations portuaires au Havre et à Marseille, et ainsi partager avec ces cadres libanais,

vrais professionnels de la sûreté.

Que doit permettre le soutien de la France en matière de sûreté?

L'objectif exprimé est bien de faciliter le flux des marchandises dans un port reconstruit et sécurisé, possédant une organisation de sûreté cohérente. Cette organisation doit pouvoir s'appuyer sur un groupe d'experts, tous formés à la sûreté et en capacité de former une organisation de gestion de crise opérationnelle en cas de besoin, afin d'éviter un nouveau « 4 août ».

A terme, la sûreté doit devenir un atout majeur pour le port de Beyrouth, comme il l'est au port du Havre.



UNE FORMATION CERTIFIANTE EN SEPTEMBRE

- ▶ Une formation certifiante d'une semaine selon le code international ISPS à la sûreté portuaire organisée en septembre par Expertise France;
- ▶ **Public :** un groupe de cadres en charge de la sûreté et représentatif de toutes les agences intervenant sur le Port.



- ► Une visite des grands ports Maritimes du Havre et de Marseille pour 4 cadres libanais ;
- ► Une visite prise en charge par Expertise France;
- ► Objectif : échanger sur nos problématiques mutuelles de sûreté.

A PROPOS D'EXPERTISE FRANCE

Agence publique, Expertise France est l'acteur interministériel de la coopération technique internationale, qui rejoindra prochainement le groupe Agence française de développement (groupe AFD). Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Elle intervient sur des domaines clés du développement et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.